COPIE D'UNE LETTRE

DE

JAMES STUART, ECUYER,

AU

TRES-HONORABLE LORD VICOMTE GODERICH, &c., &c., &c.

Londres, 8, Dover-Street, 22 Octobre, 1831.

MON SEIGNEUR,

Dans un Mémoire adressé à votre Seigneurie, de Québec, de même que dans un Mémoire à l'appui de mon humble Pétition à Sa Majesté, j'ai eu l'honneur d'amener sous la considération de votre Seigneurie, une réponse satisfaisante, et (comme je le suppose) conclusive, aux accusations de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, sur lesquelles, par son adresse à Sa Majesté, elle a demandé ma destitution de l'Office de Procureur-Général pour cette Province. Outre ces accusations, cependant, je vois que diverses imputations contre ma conduite et fausses représentations d'icelle se trouvent répandues dans certains procédés de l'Assemblée, transmis ici pour la considération de votre Seigneurie, lesquelles pourraient produire des impressions injurieuses à mon caractère, si je les laissais passer sans les repousser et refuter. J'espère donc, que votre Seigneurie me permettra d'user de cette voie pour faire ressortir ces injustes imputations (animadversions) et fausses représentations, et de démontrer que ma conduite a été irréprochable et convenable, dans tous les points mentionnés. En procédant à m'acquitter de cette facile tâche, il me sera peut-être permis de remarquer, que la marche ainsi suivie par la Chambre d'Assemblée est, je crois, sans exemple, et est certainement de nature (quelque peu d'intention qu'ait eu l'Assemblée de ce faire,) à opérer d'une manière très-injuste contre les Officiers du Gouvernement de Sa Majesté, qui peuvent être l'objet de tels procédés, comme aussi de nature à être très-dommageable au service public. La Chambre d'Assemblée ayant adopté la résolution de porter des accusations contre moi, il semblerait qu'il eût été raisonnable, juste et convenable, que tout ce qu'on regardait comme criminel ou reprochable, dans ma conduite, eût été incorporé dans ces accusations. De cette manière, la partie inculpée aurait connu tous les sujets d'offense imputée; on lui aurait donné une occasion de se défendre, et l'on aurait pu en venir à une détermination facile et convenable à cet égard. Au lieu d'adopter cette voie, que prescriraient la raison et la justice, l'Assemblée en même temps qu'elle profère certaines accusations et m'en convainc, amène sous la considération du Gouvernement de Sa Majesté, comme il paraîtrait, des procédés *exparte*, n'ayant aucune liaison avec ces accusations, dans lesquelles on trouve des imputations injustes (animadversions,) des allégations et représentations fausses, injurieuses à mon caractère. De là découlent des impressions à mon désavantage, et probablement un tort permanent; tandis qu'on me refuse l'occasion de me défendre et de me justifier, ou même de m'expliquer en aucune manière quelconque. Cette manière de procéder, je demande à le représenter en toute humilité, me paraît être de la dernière injustice envers la personne contre laquelle elle est adoptée, en tant qu'elle est calculée, sur les témoignages faux, non fondés et malicieux de personnes tenues à aucune responsabilité, à lui faire indirectement tort dans son crédit et son caractère, sans cause, sans audition ou procès, et sans moyens de redressement de sa part; et à faire un dommage très-sérieux au service de Sa Majesté, en ce qu'elle a l'effet de faire tomber un Officier Public, et, par son moyen, le Gouvernement lui-même, jusqu'à un certain point, dans le discrédit, et à lui faire perdre de la considéra-

tion;